LE JOURNAL DE L'UNION DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES | UJR-FR.ORG | N°12 | Septembre 2022 | UJR

LE FIL ROUGE

prix libre

SOMMAIRE

>> Page 2-5 :-Témoignages de jeunes étudiants & travailleurs
>> Page 6 : - Dénonçons la guerre inter-impérialiste en Ukraine !
>> Page 7 : - Camp d'été de l'UJR 2022
>> Page 8 : - Délégation de l'UJR au camp Internationaliste et Antifasciste

AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS : « NI CHAIR À PATRON, NI CHAIR À CANON ! »

Macron a déclaré en introduction du conseil des ministres de rentrée que nous vivons, « la fin de l'abondance », « la fin de l'insouciance », « la fin des évidences » ! De quoi parle-t-il ? De « l'abondance » des soucis pour les familles ouvrières et populaires qui subissent la flambée des prix, des salaires insuffisants et des prestations sociales en constante régression ? De « l'insouciance » des étudiants qui cumulent les boulots pour pouvoir continuer leurs études ? De celle des jeunes travailleurs qui enchaînent les contrats précaires pour gagner à peine le Smic à la fin du mois ? La vrai « évidence », c'est celle qui saute aux yeux de toutes celles et ceux, et notamment des jeunes, qui sont en première ligne pour payer les multiples crises d'un système dirigé par et pour les riches et les grands monopoles. L'intensification de la précarité au sein de la jeunesse populaire dans tous les secteurs de travail est une réalité objective et ce ne sont pas les déclarations méprisantes de Macron qui vont y mettre fin !

Encore une fois, cette année, la rentrée s'annonce de plus en plus difficile. A l'image de tout le système capitaliste-impérialiste, miné par la course aux profits, la concurrence, l'exploitation, les pillages et les guerres, le système éducatif est à bout de souffle. Il ne cesse de se dégrader d'une année sur l'autre, avec moins de moyens, de personnels alors qu'il y a de plus en plus d'élèves et d'étudiants. Alors que l'enseignement supérieur est devenu de plus en plus sélectif et d'un accès de plus en plus difficile pour les jeunes issus des classes populaires, les réformes en cours de préparation vont encore aggraver cette logique élitiste. C'est le cas, notamment de la réforme des bourses étudiantes, de leurs montants et de leurs critères d'attribution.

Ce qui est à l'ordre du jour pour le gouvernement c'est de répondre aux besoins du patronat qui réclame toujours plus de flexibilité et de précarité. Ainsi en va-t-il de la énième réforme de l'assurance chômage et de Pôle Emploi, qui veut nous contraindre à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelles conditions. Les allocations de ceux qui sont indemnisés vont encore diminuer, alors que déjà près d'un chômeur sur deux, notamment parmi les jeunes, ne touche aucune indemnisation.

La guerre en Ukraine s'installe dans la durée et on voudrait continuer à nous faire croire qu'il s'agirait d'une guerre entre le camp des dictatures et celui des démocraties. Macron nous prévient qu'il faudra « payer le prix de la liberté » et nous demande également de faire des efforts pour alimenter ce conflit inter-impérialiste qui se déroule au détriment des peuples et des milliers de jeunes envoyés au front et où seuls s'enrichissent les monopoles d'armements ! Alors que les écoles, les universités, les hôpitaux manquent de moyens, il veut nous persuader que la priorité est d'envoyer des armes en Ukraine et des soldats en Roumanie ! Et pendant ce temps, continuent les autres guerres, celle que subit le peuple palestinien depuis plus de 70 ans, celles que poursuit l'impérialisme français en Afrique. La contestation la présence militaire française par la jeunesse et les peuples y est de plus en plus forte et contraint la France à des reculs. Nous allons continuer à nous en faire l'écho, aux côtés de nos camarades de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse du Burkina (ODJ).

Nous autres, jeunes de l'UJR qui avons tenu avec succès notre camp d'été en juillet dernier en Alsace, l'avons déclaré haut et fort : « ***Si aujourd'hui nous refusons d'être de la chair à patron nous ne voulons pas, en plus, être demain de la chair à canon !*** ». Soyons nombreux, organisés et déterminés pour nous sortir de cette perspective et refuser de payer la crise d'un système cupide qui s'enrichit sur notre dos.

C'est cet engagement à la lutte pour défendre nos droits à un avenir plus juste qu'a également porté la rencontre internationale de la jeunesse antifasciste et anti-impérialiste en Autriche. Une délégation de l'UJR y a participé. Elle a pu témoigner de la situation de la jeunesse populaire en France et participer aux partages d'expériences de luttes entre les organisations de jeunesse révolutionnaires d'Europe, d'Amérique Latine, d'Afrique du Nord, de Turquie, de Palestine, et du sous-continent indien.

Témoignages de jeunes étudiants & travailleurs

NOUS REFUSONS D'ÊTRE

L'intensification de la précarisation des secteurs de la jeunesse populaire est une réalité qui, en lien avec l'approfondissement de la crise du système capitaliste-impérialiste, essaye partout de faire payer sa crise aux peuples et notamment aux jeunes.

Nous avons échangé avec des jeunes militantes ou amies de l'UJR pour qu'ils témoignent de leurs conditions de travail ou d'études. Ils sont apprentis, étudiants, vacataires, techniciens, ouvriers, fonctionnaires. Ils travaillent pour le service public dans le secteur de l'eau, l'éducation, la culture, mais aussi dans le secteur privé pour des multinationales (télécoms, groupes pharmaceutiques, société de livraison). Ils témoignent de l'exploitation qu'ils subissent, la précarisation de leurs conditions de travail et d'études, la perte de sens qu'ils éprouvent. Mais ils dénoncent aussi la casse du service public à coup de réduction de budget drastique et de recours massif à des contrats précaires, la désorganisation du travail pour tenter de tuer dans l'œuf toute lutte syndicale ou politique et pour optimiser la rentabilité des travailleurs dans le but de maximiser les profits. Des témoignages concrets de jeunes qui refusent d'être de la chair à patron !

MATTHIEU.

Je suis fonctionnaire territorial dans l'épuration. Dans mon secteur d'activité « l'eau paye l'eau ». C'est le consommateur qui va payer tous les services liés à l'eau ce qui explique que la facture ne soit pas la même selon l'endroit où on vit. L'eau est traitée par un syndicat public. Ce n'est pas un budget voté en assemblée avec un budget alloué en amont. Nos factures d'eau paient le traitement des eaux usées.

Avec l'augmentation du coût de la vie et les politiques d'économies d'eau, l'enveloppe stagne. Les exploitants doivent faire toujours aussi bien avec toujours moins et en absence de subvention publique. La politique depuis 2 ans est de ne pas augmenter les effectifs alors que les compétences ont évolué.

Depuis quelques temps, la mode est aux méthodes managériales issues du privé. L'argent public va faire vivre les boites privée (Veolia, Suez, Bouygues, Vinci). Au quotidien, la plupart de mes collègues ont entre 25 et 35 ans et un tiers sont déjà abimés physiquement. Nous ressentons de plus en plus que notre travail perd de son sens. On ne rend plus un service aux usagers, on est soumis de plus en plus à des logiques comptables. Il y a une perte de repères et c'est couplé avec le gel du point d'indice qui rend le métier de moins en moins attirant. Derrière, on observe une dégradation du service public et toujours plus d'argent pour le capital.

ROMAIN.

Je suis professeur au lycée. La pénurie d'enseignants touche aussi le niveau secondaire. Des milliers de postes ne sont pas pourvus aux concours. Des « job dating » sont organisés dans certains rectorats (comme Versailles) pour recruter des milliers de contractuels en quelques minutes. C'est une dégradation de notre métier d'enseignant. On veut aussi renforcer l'autonomie des établissements où les chefs d'établissement auraient la main sur le recrutement. Cela renforcera la compétition entre établissements et aboutira à la fin du statut de fonctionnaire d'État de l'enseignant.

Par ailleurs, il y a tout une culture du contrôle. En plus du projet d'établissement, nous devons nous autoévaluer en groupe sur notre temps libre. Nous avons des examinateurs d'autres établissement qui viennent nous évaluer et faire un rapport d'établissement. C'est une façon, pour eux de connaître de façon effective les moyens de l'établissement et d'optimiser, c'est à dire de licencier par exemple, des surveillants car ils considèrent qu'on est trop bien pourvu.

ANTHONY.

Je suis enseignant-chercheur, on subit de plus en plus des politiques qui visent à transformer l'université en une entreprise privée. Une institution au service de l'industrie et du marché et non pas un endroit pour se former et s'émanciper. Dans cette logique, les techniques de gestion issues de l'industrie seront naturellement déployées dans l'université pour faire pression sur les personnels pour qu'ils cumulent les tâches (enseignement, recherche, administratifs, etc.) en ouvrant de moins en moins de postes permanents et de plus en plus de contrats précaires (doctorants, vacataires, post-doctorants, etc.). Pour « optimiser » les ressources humaines et matérielles, nous subissons, notamment après la crise sanitaire, une idéologie qui incite aux cours numériques, mutualisés et à distance. Des sommes très importantes sont dépensées

DE LA CHAIR À PATRON !

pour embaucher des ingénieurs pédagogiques (en contrat précaires) pour former les enseignants à des outils pédagogiques dits « modernes et innovants ».

FLORIAN.

Je suis étudiant en master et j'aimerais continuer en thèse. Je constate que de plus en plus les contrats doctoraux comportent des cours à donner alors que ce n'était pas le cas avant. Cela devient compliqué de concilier recherche et cours surtout lorsqu'on doit absolument finir sa thèse en trois ans sous peine de se retrouver sans salaire.

SYLVAIN.

Je suis doctorant et enseignant vacataire avec un contrat d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER). C'est compliqué d'être à temps complet pour enseigner tout en écrivant une thèse. Je pense que le Ministère essaie de faire des économies sur les salaires des enseignants en utilisant les doctorants sous contrat et des contrats précaires ce qui ne va pas résoudre le problème vu que le nombres d'étudiants augmente et le recrutement des enseignants ne suit pas malgré l'augmentation permanente des recrutements de vacataires.

JEAN.

Dans le secteur de télécoms, mon secteur d'activité, il y a des coupes dans le personnel. On réduit les tâches et on met la pression sur les salariés restants. Le syndicat a demandé 5 % d'augmentation de salaire, la direction a accepté seulement une augmentation de 3,5 %. Ils ont ensuite baissé à 3 % suite au retrait du syndicat de la négociation. Les services sont externalisés notamment en Afrique donc les effectifs sont considérablement réduits. De mars 2020 à janvier 2022 les recrutements étaient gelés sous prétexte de la situation sanitaire.
C'est un métier où il y a beaucoup de pression et de charge de travail. Dans mon équipe on a eu 4 départs à la retraite. Nous ne sommes plus que 2. En gros, un salarié doit faire le travail de trois salariés partis car ils ne recrutent pas, au contraire, ils licencient malgré les profits énormes qu'ils réalisent.

Nous travaillons selon la méthode de management « Agile ». Pour donner un exemple nous n'avons pas de place assignée, ils appellent ça le « *flex office* ». Nous n'avons plus de manager mais des « *product owner* ». Chaque matin, nous avons des « *daylies* » c'est à dire des bilans matinaux. Concrètement ton manager ne sait pas ce que tu fais et pourtant c'est à lui de t'évaluer. On n'a plus d'équipe, on a des « *Agile Train* ». La conséquence c'est que ça ne facilite pas l'organisation des projets car au sein de « *l'agile train* » nous n'avons pas les mêmes intérêts. C'est un mode de fonctionnement qui s'impose et qu'on subit.

ELODIE.

Je suis informaticienne. De manière générale dans le monde informatique il y a une tendance à l'externalisation pour détruire les structures collectives et individualiser les situations. Les sous-traitants ou les indépendants sont peu syndiqués et peu intéressés par ce qui se passe dans l'entreprise. Par exemple, dans ma boite, il y a un turnovers de 25 % ce qui complique la cohésion des équipes et l'organisation des luttes.

LÉA.

Je suis bibliothécaire. Parfois, il y a une perte de sens dans notre travail. Cette année, on a eu une grosse baisse des budgets d'acquisition des livres. En 2021, les syndicats ont dénoncé une municipalité qui a testé un algorithme issu d'une startup proche de Zemmour pour faire le choix des livres à la place des agents. Dans de nombreuses collectivités, les méthodes du privé sont appliquées dans le management des agents.

Dans ma collectivité, la répression syndicale fait rage, les agents de ramassage des déchets sont fliqués mais des formations sur le « bonheur au travail » sont organisées pour nous expliquer qu'il faut choisir d'être heureux pour irradier sur ses collègues et créer un climat favorable à la productivité. L'objectif, c'est de casser toute idée de lutte des classes. Mais heureusement sur le terrain on n'est pas dupes et on continue de revendiquer un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail pour la qualité du service public.

CHARLES.

Je travaille dans le domaine pharmaceutique dans un grand groupe. En tant qu'ouvrier technicien, on a des formations

obligatoires sur la corruption et le bonheur au travail. C'est très chronophage et inutile. L'évaluation c'est ton image au sein de l'équipe, c'est un peu du copinage avec le chef. On a voulu faire une grève, en moyenne un technicien reste trois ans et part en Suisse. Nos représentant syndicaux sont élus tous les quatre ans alors que les gens partent tous les trois ans. La production est en continu, si tu arrêtes c'est un million d'euros de perte en 24h. Ils ont eu la bonne idée de nous remplacer pendant la grève. Les négociations salariales ne sont pas faites sur l'indice de l'INSEE. C'est la première fois que notre augmentation est en dessous de l'inflation.

Ils vont regrouper par centre logistique les différentes étapes de conditionnement. Cela crée une grande interdépendance lorsqu'on sépare les compétences. L'arrivée du covid a démontré qu'une telle interdépendance n'est pas viable lorsqu'on ferme les frontières. L'automatisation engendre de nouveau système de vérification par ordinateur alors qu'avant on travaillait en binôme. Souvent les responsables d'équipes nous disent de respecter un planning, mais si on respecte les procédures c'est impossible de respecter le planning. Parfois, la première chose qui passe à la trappe, ce sont les tâches liées à l'hygiène comme le nettoyage. Ce qui peut expliquer par exemple les scandales sanitaires à Buitoni et Kinder où je suppose qu'ils utilisent les mêmes méthodes de gestion.

MOUSSA.

Je suis apprenti dans une banque. Je travaille 35h pendant 3 semaines et une semaine par mois à l'école. Je suis payé 1 400 euros par mois. Mes collègues sont tous issus d'une entreprise marocaine sous-traitante. La banque reçoit des subventions de l'état qui peuvent arriver jusqu'à 8 000 euros par an pour engager des apprentis. Beaucoup d'entreprises s'appuient sur les apprentis, parce que c'est une main d'œuvre pas chère.

ADAM.

Je travaille dans une usine pharmaceutique. Notre entreprise a été mise en bourse l'année dernière et fait des bénéfices dingues. Les gens commencent à comprendre la déconnection entre le monde financier et le monde du travail. On a des niveaux de productivité tels que nous ne pouvons pas suivre toutes les procédures sécuritaires alors que nos signatures sont engageantes. On n'a pas les moyens de bien travailler. A un moment, soit ils font moins soit ils essayent de faire au mieux mais on ne peut pas. Par exemple, le protocole veut qu'on soit deux pour une procédure alors qu'on est tout seul dans le labo. Du coup les gens organisent leur journée selon les disponibilités des autres. La productivité baisse et le patron n'est pas content.

Il n'y a plus d'implications dans le travail car les procédures sont trop lourdes alors les ouvriers partent. Ils font 20 % de bénéfices et ils nous disent que 3 % de salaire en plus c'est trop. A un moment donné j'ai été convoqué. La direction m'a reproché de ne pas faire d'heures supplémentaires. Je leur ai dit que mon travail était fait. Ils n'ont rien voulu entendre. Quelques jours plus tard, on a eu un mail de notre patron pour augmenter la productivité car l'action de l'entreprise avait perdu 20 % en bourse. Ce sont clairement des techniques de pression surtout qu'on est en train d'organiser une unité syndicale dans la boîte.

NINA.

Je suis en CDD dans une start-up d'informatique depuis quelques mois. C'est l'entreprise où j'ai fait mon stage en alternance. J'ai demandé un ajustement à mon patron pour travailler à distance et ça a été accepté. Néanmoins il me donne des taches irréalisables et une grande quantité de travail. Il faudrait quelqu'un de beaucoup plus qualifié que moi pour les faire, quelqu'un qui aurait un salaire plus conséquent que le mien. On sent bien que l'entreprise repose sur les stagiaires et les étudiants en alternance.

Je suis la première salariée de l'entreprise depuis longtemps. L'entreprise marche sur la méthode managériale Agile (dite Scrum). Le matin on fait une réunion pour parler de tout ce qu'on a fait la journée précédente. Chaque personne de l'entreprise s'exprime disent ce qu'elles ont fait, ce qu'elles vont faire. Lors du stage, j'ai été témoin de pressions psychologique de supérieurs sur des collègues. Un collègue a été engueulé car il ne travaillait pas assez. On lui a dit : « Bon courage pour trouver une autre entreprise. Si tu en trouve une je me chargerai de les informer immédiatement de ton attitude ».

LÉO.

Je travaille depuis 7 ans dans le service animation d'une mairie. L'année dernière avec mes collègues ont s'est mobilisés pour avoir un vrai statut car on était tous vacataires. Pour casser le mouvement de mobilisation, les responsables ont titularisé les meneurs de la lutte et mis les autres en CDD à temps partiel. Les salariés en CDD sont moins bien payés que sous le statut de vacataire qui était déjà précaire. Les vacataires sont vraiment considérés comme des bouche-trous. Si tu ne fais pas les vacances scolaires, ton salaire c'est 700 euros par mois. Les travailleurs ont entre 17 et 20 ans. Ils sont jeunes et précaires. Les contrats vacataires représentent 2/3 des contrats sur une équipe rattachée à un groupe scolaire. Lorsque les vacataires sont malades, ils ne sont pas payés. Le mercredi, ils viennent et dès fois repartent car il y a moins d'enfants que prévus inscrits au centre de loisirs.

Il y a beaucoup de turn-over chez les vacataires car le métier a vraiment été dégradé. Du coup le métier d'animateur devient un métier de garderie alors que ça devrait être un temps où il est proposé des activités de qualité. Les mairies embauchent des vacataires parce qu'ils savent qu'ils peuvent rompre leurs contrats à tout moment et faire des économies. En changeant de statut, j'ai vu toutes les économies que faisaient la mairie sur le dos des vacataires. C'est à hauteur de 500 euros de primes non perçues par an. Ce n'est pas un job qui maintient les travailleurs puisqu'il

est hyper précaire et que tu n'es pas considéré au même titre qu'un fonctionnaire territorial. La conséquence pour les usagers c'est à dire pour les enfants c'est une qualité de service médiocre.

ADIL.

Je suis livreur à vélo. Nous ne sommes pas considérés par les restaurateurs et par les plateformes. Certaines plateformes bloquent nos comptes auto entrepreneurs sans raison. Donc on ne peut plus travailler.
Ces entreprises de livraison utilisent des méthodes de surveillance pour lutter contre le travail dissimulé. Certains livreurs travaillent sous de faux noms car ils n'ont pas de papiers. Pour limiter ce phénomène, ils nous envoient des demandes de vérification d'identité via notre téléphone. C'est-à-dire que tu es en train de pédaler et là tu reçois une notification. Tu dois t'arrêter pour te prendre en photo pour qu'ils vérifient ton identité. Que tu sois en train de livrer, de pédaler, de réceptionner une commande tu dois le faire. Si tu ne le fais pas, au bout de quelques minutes ton compte est suspendu. Le lendemain tu n'as plus de compte tu ne peux plus travailler, « tu es mort ».
Il y a beaucoup d'accidents dans notre métier. Lorsque que tu te blesses tu n'as rien. Les plateformes s'en moquent. Ils nous traitent comme des esclaves. Certains ne peuvent plus travailler, d'autres ont perdu la vie.
J'ai le statut d'auto-entrepreneur. J'ouvre des comptes sur les différentes plateformes de livraison alimentaire. Ces plateformes ne te donnent pas le matériel. Tu dois payer le sac et le reste 60 euros. Le statut d'auto-entrepreneur est très précaire car tu n'as pas de couverture médicale via ton entreprise. Aujourd'hui je regrette d'être auto-entrepreneur. Ce que tu travailles c'est ce que tu manges. Donc tu n'as pas les capacités de gagner plus. J'ai beaucoup de difficultés parfois car s'il y a moins ou pas de commande je n'arrive même pas à payer mes charges malgré mes deux comptes professionnels. En deux semaines je peux faire 800 euros mais mes cotisations c'est 50 % de la somme. Je n'annule jamais une commande. Je prends toutes les commandes. Si tu pédales bien tu gagnes bien. Si tu pédales moins tu gagnes moins. Personnellement j'arrête de travailler vers 20h car j'ai une femme et des enfants.
Aujourd'hui mes collègues et moi nous sommes embêtés par la police. Elles nous contrôlent pour défaut d'assurance vélo. Je ne peux pas vous cacher qu'il y a du racisme de la police à notre égard. Alors même qu'on livre régulièrement les commissariats en nourriture. Comme je suis responsable au sein du syndicat des livreurs de ma ville, je sais que la police traite différemment les livreurs blancs et les livreurs noirs. Si tu as un nom étranger, la police t'arrête directement avec violence, je le dis. Ils te braquent avec leurs armes, les mains en l'air. On en a marre de ça on souhaite que ça s'arrête.

Le Burkina Faso au bord de l'enlisement :

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE !

L'évolution de la situation au Burkina Faso confirme les analyses du Mouvement Démocratique et Révolutionnaire de ce pays. Face à l'impasse dans laquelle se trouvait le pouvoir du MPP dirigé par Roch Marc Christian Kaboré, un groupe de putschistes au sein de l'armée néocoloniale a opéré un coup d'État avec la bénédiction de l'impérialisme français. Si les auteurs du putsch ont avancé comme principal argument la dégradation de la situation sécuritaire, en réalité il n'en est rien.

La montée des contestations populaires dans les zones à forts défis sécuritaires menaçait dangereusement l'État néocolonial en crise sous le pouvoir failli du MPP. En effet, de nombreuses grandes mobilisations des masses populaires qui revendiquaient plus de sécurité ont été constatées à l'Est (U-Gulmu Fi), au Centre-Nord (Appel de Kaya), au Nord (Titao, Ouahigouya), au Sahel (Dori), etc. Lors de mobilisations, l'on pouvait lire sur certaines pancartes « Les armes au peuple ! ». Le point culminant de ces mouvements a été le blocus d'un convoi de l'armée d'occupation française à Kaya du 18 au 20 novembre 2021, avec quelques échauffourées. Cette succession d'événements n'augurait pas de lendemains heureux pour l'impérialisme français et ses valets locaux. C'est donc pour mettre un coup d'arrêt brutal à une possible insurrection qu'un groupe de militaires se réclamant du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) va s'emparer du pouvoir avec pour objectif de réaliser l'unité de la bourgeoisie et freiner l'élan révolutionnaire du peuple.

Mais plus de 7 mois après ce coup d'État, le pays est au bord de l'effondrement. Il se retrouve davantage plongé dans une guerre civile réactionnaire. Cette guerre injuste a pour acteurs d'une part les puissances impérialistes (la France en tête), les valets locaux et les groupes armées terroristes qui tirent le maximum de profits, et d'autre part la classe ouvrière et le peuple qui subissent les conséquences et s'organisent pour y faire face.

A ce jour, près de 2 millions de personnes, soit 10 % de la population est déplacée interne et plus de 50 % du territoire hors de contrôle de l'État central. Les massacres de populations civiles comme des éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ainsi que des Volontaires pour la Défense de la patrie (VDP) se poursuivent, malgré les manœuvres des putschistes visant à masquer la réalité du terrain.

L'aggravation de cette situation sécuritaire, une des conséquences de la crise multidimensionnelle du système capitaliste impérialiste mondial, présente trois issues possibles. D'abord, deux issues dangereuses menacent le pays : la première est l'approfondissement de la guerre

civile réactionnaire qui pourrait créer une grande instabilité politique avec d'autres coups d'État sous la direction de l'impérialisme français et instaurer le chaos sur tous les plans. Cela aura pour conséquence de poursuivre le pillage des ressources du pays par les groupes terroristes et les puissances impérialistes. La seconde issue dangereuse serait l'occupation totale du pays par les groupes terroristes comme ce fut le cas en Afghanistan, avec l'installation d'un État islamique et la disparition du pays sous sa forme actuelle pour faire place à un zone de trafic de tout genre.

La troisième voie qui est prônée par le Parti Communiste et Révolutionnaire Voltaïque (PCRV) est la Révolution Nationale Démocratique et Populaire par la voie de l'Insurrection Générale Armée. C'est l'issue la plus favorable au peuple. En effet, les populations s'organisent pour apporter la riposte et le mot d'ordre du PCRV à savoir « **les armes au peuple** » est largement repris au sein des masses populaires et par les intellectuels honnêtes qui se rendent de plus en plus que l'armée néocoloniale burkinabè n'est pas la solution.

DÉNONÇONS LA GUERRE INTER-IMPÉRIALISTE EN UKRAINE !

Le 24 février dernier, l'impérialisme Russe déclenche une opération militaire de grande ampleur contre l'Ukraine. C'est une guerre réactionnaire, contre le peuple ukrainien qui en subit les plus grands dégâts, contre le peuple russe qui paye le prix de décisions impérialistes de son régime et contre tous les peuples du monde qui subissent les pénuries des produits de première nécessité. C'est essentiellement une guerre de repartage inter-impérialiste où la Russie et les USA s'affrontent indirectement afin d'obtenir de nouveaux marchés. La Russie veut renforcer sa présence en Ukraine avec ses monopoles ainsi que le pillage des ressources naturelles et obtenir un nouvel accès à la mer Noire. Les USA quant à eux, souhaitent une défaite militaire de la Russie pour se focaliser sur leur affrontement avec la Chine et affirmer leur présence en l'Europe de l'Est. Les hommes et le matériel déployés dans cette guerre sont de grande ampleur. Il y a des dizaines de milliers de victimes, des millions de déplacés avec une dépendance totale du régime ukrainien sur les armes fournies par l'OTAN.

Pour trouver les origines de cette guerre, il faut remonter dans le temps, jusqu'à la chute de l'URSS. A ce moment-là, les USA et la Russie avaient signé des pactes verbaux sur la non-expansion de l'OTAN dans la zone d'influence de l'ancienne URSS. Néanmoins les USA ont commencé dans les années 90 à intégrer dans leur orbite les pays de l'Est, profitant de la faiblesse de la Russie pour encercler cette dernière ce qui a suscité un sentiment d'humiliation en Russie. Aujourd'hui la situation a évolué et l'impérialisme américain se trouve en difficulté notamment après l'échec de sa guerre en Afghanistan et le retrait de ses troupes. De son côté l'impérialisme russe se réaffirme en tant que puissance impérialiste par son implication dans des conflits régionaux et par l'expansion des monopoles russes dans ce qu'il considère comme sa zone d'influence. Dans ce contexte de renforcement de l'impérialisme russe et d'affaiblissement de l'impérialisme US, la Russie commence à marquer ses lignes rouges, demandant le respect des promesses tenues. La situation en Ukraine est aussi très complexe, ses problèmes sont de longue date. En 2014 un coup d'état se produit contre le régime pro-russe, forcé de démissionner pour mettre en place un nouveau gouvernement pro-UE. Afin de garder l'Ukraine dans sa zone d'influence, l'impérialisme Russe, déplace ses troupes en Crimée et organise un référendum d'annexion. En même temps, dans la région du Dombass, il y a une réaction au coup d'état et les hostilités commencent. La Russie dit se maintenir à l'écart et s'organisent les accords de Minsk où on cherche une solution diplomatique, tandis que l'Ukraine continue à bombarder les régions séparatistes. L'Ukraine se tourne de plus en plus vers l'UE et les USA qui lui fournissent des armes. La Russie voyant ces envois d'armes comme une menace, réclame le retrait des armes lourdes d'Ukraine. Une escalade militaire a lieu jusqu'au 24 févier où la Russie envahit l'Ukraine.

Depuis le début de la guerre, les pays impérialistes alliés des USA nous disent qu'il faut soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté. Entre-temps, ils livrent des armes à l'état Ukrainien, qui envoie sa jeunesse mourir au front comme de la chair à canon. Des groupes ultranationalistes et néonazis sont également armés. Cette guerre est aussi le prétexte de l'État ukrainien pour mener une politique anti-populaire et répressive du mouvement ouvrier en Ukraine. Les syndicats et les partis politiques de gauche sont interdits sous prétexte de l'unité nationale.

Les victimes de cette guerre sont en premier lieu les peuples des pays en guerre qui sont envoyés au front pour être chair à canons, mais également les peuples du reste du monde qui payent l'augmentation des prix des produits de première nécessité et notamment les peuples en Afrique qui subissent des cas de famines.

L'impérialisme français a répondu à cette guerre par l'envoi d'armes en Ukraine et de soldats en Roumanie, mesures traduites par l'une augmentation du budget militaire. Cette augmentation se traduit par des nouvelles mesures antipopulaires qui vont encore plus précariser la jeunesse populaire en France. Pour cette raison , l'UJR a fixé le fil conducteur de ses actions dans la période à venir autour du mot d'ordre : **Ni chair à patron, ni chair à canon.**

Camp d'été de l'UJR 2022

UN CAMP DE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

L'UJR a tenu son camp d'été entre le 14 et le 17 juillet 2022 en Alsace, Haut-Rhin, avec une dernière matinée en visio, pour permettre la participation de jeunes qui n'ont pas pu se déplacer.

Le fil conducteur de cette année s'articulait autour du mot d'ordre *« Ni chair à patron, ni chair à canon »*. Les discussions alimentées par les témoignages des participants sur leur conditions de travail, le déroulement de leur année d'étude, leur apprentissage… a pointé le doigt sur l'intensification de processus de précarisation et d'exploitation de la jeunesse populaire. Les jeunes travailleurs subissent des méthodes de management qui évoluent sans cesse vers toujours plus de productivité et d'intensification de travail, de contrôle, dans une logique d'optimisation des ressources et de maximisation de profits. Elles se généralisent dans les secteurs privés et publics, dans l'industrie, mais aussi dans les écoles et les universités ... Le travail est de plus en plus intense et difficile. Pour compenser cette réalité, les entreprises mettent en place un package de mesures qui vont des méthodes multiples et variées de « développement personnel », jusqu'au « yogas des yeux » pour se reposer des écrans ! L'exploitation et la précarité de la jeunesse, c'est aussi le travail en vacations qui touche aussi bien jeunes enseignants et animateurs et le travail à la tâche dont a pu témoigner un jeune livreur à vélo : *« si tu pédale bien, tu gagnes bien, si tu pédale moins tu gagnes moins ! »*

Sortie et Détente au Lac

C'est la version actuelle d'une jeunesse vouée à n'être que de la chair à patron. Organisée par les camarades de l'organisation régionale du PCOF, la visite du Mulhouse ouvrier depuis le début de l'ère industrielle jusqu'à aujourd'hui, complétée par des témoignages de jeunes ouvriers, nous a permis de voir que les bases du système sont toujours les mêmes, même si les outils et les méthodes de production et de gestion de la main d'œuvre ont évolué. Les luttes aussi sont toujours là, malgré l'entreprise de division, d'isolement et d'individualisation qui caractérise l'organisation du travail aujourd'hui.

Nous avons également organisé un débat avec le PCOF sur la guerre en Ukraine. Ce débat a permis de montrer que la cause fondamentale de cette guerre est la lutte entre puissances impérialistes pour se partager un monde déjà partagé, pour conquérir de nouveaux marchés, des matières premières et des zones d'influence… C'est pourquoi nous la qualifions de guerre inter-impérialiste qui oppose deux camps réactionnaires : d'une part la Russie de Poutine qui a envahi l'Ukraine et d'autre part les États-Unis et leurs alliés qui ne cessent d'alimenter cette guerre en vendant des armes, en encourageant le nationalisme et en renforçant l'alliance agressive de l'OTAN. Le peuple ukrainien, le peuple russe et sa jeunesse enrôlée dans cette guerre réactionnaire en sont les premières victimes, mais ses conséquences touchent également tous les peuples du monde : pénuries, menaces de famine, flambée des prix, relance partout des budgets militaires au détriment des couches populaires et de la jeunesse qui peine à se loger, à se soigner, dont les conditions d'études sont de plus en plus dégradées.

Ce n'est pas le chèque de 100 € proposé par Macron qui va nous sortir de la précarité. Une augmentation conséquente de salaires pour les jeunes travailleurs, une revalorisation et une généralisation des bourses étudiantes, des aides au logement… sont des nécessités vitales pour lesquelles nous nous battons. Elles participent aussi à notre refus de payer le prix de la guerre à laquelle nos dirigeants politiques veulent préparer la jeunesse par tous les moyens, notamment par la généralisation de SNU. Si aujourd'hui nous refusons d'être de la chair à patron nous ne voulons pas, en plus, être demain de la chair à canon !

La participation et les interventions des camarades de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) ont conforté nos solides liens de solidarité militante contre notre adversaire commun, l'impérialisme français, et contre le système impérialiste, qui est de plus en plus pourri et criminel.

Les camarades nous ont donné des éléments concrets sur la situation de leur pays : coup d'État, chaos économique et social, occupation militaire étrangère et attaques des groupes armés terroristes, mais aussi sur la mobilisation du mouvement démocratique et révolutionnaire. Ils nous ont informés du congrès que l'ODJ vient de tenir et dont nous avons salué le succès avec un message de notre camp.

Un riche moment d'échanges et de formation, dans une ambiance chaleureuse qui va se prolonger dans les luttes à venir et dans la mise en œuvre des décisions concrètes que nous avons prises ensemble.

L'UJR au camp antifasciste et anti-impérialiste:

UN MOMENT DE RETROUVAILLES INTERNATIONALISTES

Le camp international antifasciste et anti-impérialiste s'est tenu cette année en Autriche, au lac Attersee, entre le 29 juillet et le 7 août. Ce camp a ressemblé des jeunes internationalistes et antifascistes venus des quatre coins du monde prêts à échanger sur la situation dans nos différents pays ainsi que les luttes que nous menons. L'UJR était présente à travers deux jeunes militants. Récit du camp, jour par jour.

Le premier jour, nous avons discuté sur la situation de la jeunesse populaire dans nos pays respectifs. Nous avons exposé la situation en France, où la précarité est de plus en plus importante parmi les jeunes. Nous avons fait connaître notre mot d'ordre : « Ni chair à patron, ni chair à canon ». Partout, dans le privé, le secteur public ou dans l'éducation, il faut qu'on travaille à l'unité dans nos luttes !

Le deuxième jour, nous avons débattu de la question de l'écologie et du « capitalisme vert ». Conclusion des échanges : le système capitaliste, prétend se soucier de la planète, mais il n'a qu'un seul véritable but : maximiser les profits de ses monopoles.

Le troisième jour, nous avons discuté de la guerre en Ukraine et de ses conséquences sur la classe ouvrière, notamment sur la jeunesse populaire. Des interventions se sont succédées pour dénoncer le rôle des pays impérialistes dans ce conflit. Nos camarades de Turquie ont expliqué comment l'état turc utilise cette guerre pour défendre ses intérêts dans la région au détriment du peuple kurde, non seulement en Turquie mais aussi par des incursions dans le Kurdistan iraquien et syrien. La délégation de Tunisie a également expliqué comment cette guerre a frappé le continent africain, notamment avec la hausse du prix du pain.

Le quatrième jour - visite du camp le camp de concentration de Mauthausen, où des milliers de révolutionnaires, antifascistes, tsiganes et juifs ont été massacrés. Nous avons rendu hommage à tous ces gens assassinés par la barbarie nazie. Des bouquets de fleurs ont été déposés dans différents mémoriaux avec une minute de silence a été observée. Ce fut extrêmement émouvant de voir ce lieu où tant de gens ont perdu la vie. Le soir, pour nous changer un peu les idées, nous avons fait un karaoké révolutionnaire autour du feu avec des chansons révolutionnaires du monde entier.

Le cinquième jour, la matinée a été consacrée à la montée de l'extrême droite avec le constat qu'elle grandit partout, avec des mouvements et des gouvernements de plus en plus réactionnaires. Nos camarades du Brésil ont évoqué le pouvoir de Bolsonaro avec la répression du mouvement ouvrier et les luttes.

Le sixième jour, nous avons discuté de la situation des femmes dans le monde. Nous nous sommes divisés en petits groupes pour pouvoir mieux échanger. Nos camarades du Mexique nous ont apporté leur témoignage sur les féminicides et le mouvement féministe dans leur pays.

Le septième jour, a été consacré à des ateliers : comment écrire un article, défense personnelle, photographie… Ces ateliers nous ont permis de tisser des liens entre nous et de partager nos expériences.

Le huitième jour, nous avons échangé sur la situation des jeunes travailleurs et des étudiants. Les différentes délégations ont exposé les luttes menées dans les universités, écoles, lieux de travail… Finalement nous avons pris une photo de groupe du camp et nous avons scandé des mots d'ordres dans toutes nos langues.

Vive la solidarité internationale des peuples !

Vive le jeunesse internationaliste et antifasciste !

POUR NOUS CONTACTER

contact@ujr-fr.org

www.ujr-fr.org

UJR France

Retrouvez le podcast de l'UJR : **'Visite sur les pas de la Commune de Paris' sur Spotify !**